

COMMUNIQUE DE PRESSE



Paris, le 17 janvier 2019

La CFE-CGC Renault soutient la suppression des fonctions de M. Carlos Ghosn de la Présidence du Conseil et de la Direction Générale du Groupe Renault.

Elle demande au Conseil d'administration d'engager un processus afin de mettre en place une Gouvernance durable dans l'intérêt de toutes les parties prenantes dont principalement les salariés.

Voilà maintenant plusieurs semaines que notre Groupe est confronté à une crise de gouvernance majeure.

Si au départ de ce triste scénario, la CFE-CGC réclamait des mesures concrètes prises avec recul et sérénité, les dernières évolutions de cette affaire, bien plus relayées par la presse que par la communication de l'Entreprise, nous conduisent à solliciter la mise en œuvre d'un plan de succession solide à Monsieur Ghosn dans ses fonctions de Président - Directeur Général du Groupe Renault.

Pour la CFE-CGC le changement de statut de M. Carlos Ghosn passant de gardé à vue à détenu provisoire, ainsi que la prononciation par la justice japonaise de trois inculpations, impliquent qu'il n'est plus « empêché momentanément » d'exercer ses missions mais bien qu'il sera en incapacité d'œuvrer pour les mois à venir.

De plus, la récusation de M. Carlos Ghosn par notre allié japonais confirme la pertinence de cette solution afin que l'Alliance et son fonctionnement puissent continuer à produire dans l'intérêt des 2 constructeurs.

Il nous apparaît donc maintenant nécessaire et urgent de nommer un Président et un Directeur Général, voire un P-DG, afin que les intérêts de toutes les parties prenantes dont principalement les salariés soient préservés et développés au sein de notre Groupe.

Contact presse

Bruno AZIERE
DSC CFE-CGC RENAULT SAS
06 13 42 85 99